

Mobiliser d'urgence des financements en faveur de la nature

par **Delfina Lopez Freijido**,
Co-lead Finance for Nature à
l'UICN et **Geilan Malet-Bates**,
Senior Programme Coordinator
of NbS Finance à l'UICN



L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) a fait de la mobilisation des capitaux en faveur de la nature, une de ses priorités.

Les équipes de l'UICN collaborent afin d'identifier et de proposer des instruments et solutions de financement destinés à accroître massivement les investissements dans la nature et dans des solutions fondées sur la nature. Ces dernières font l'objet d'une coordination par le nouveau Hub **Nature-based Solutions**. Différentes initiatives institutionnelles d'envergure visent à développer une réserve de projets suffisamment avancés pour les investisseurs comme le [Blue Natural Capital Financing Facility](#), le [Blue Carbon Accelerator Fund](#), le [Subnational Climate Fund](#) et le [Nature+ Accelerator](#). Les domaines abordés en matière de solutions financières et de partenariats comprennent : la soutenabilité de la dette souveraine et le financement de la nature ; la conception d'instruments de financement d'initiatives à un stade précoce et à plus petite échelle avec une approche écosystémique et

le développement d'investissements du marché pour la nature et les solutions en découlant. L'UICN a également contribué à des processus clés dans le domaine du financement de la nature (par exemple, la TNFD, le groupe de travail du G20 sur la finance durable, la Taskforce on Nature Markets). L'intégration de la biodiversité dans les processus décisionnels financiers a accru le besoin de données et d'indicateurs permettant de mesurer l'impact et d'évaluer les risques et opportunités. Le [système STAR](#) (*Species Threat Abatement and Restoration*) permet d'identifier les actions qui auront des effets bénéfiques pour les espèces menacées, ce qui permet d'évaluer et d'orienter la contribution effective des investissements et des actions à la réduction du risque d'extinction des espèces et de la perte de biodiversité. Les institutions financières peuvent s'aligner sur le Cadre mondial de la biodiversité (CMB) en renforçant l'évaluation des risques et des opportunités liés à la nature et à la conservation. Elles devraient s'engager avec un plus grand nombre de parties prenantes afin de concrétiser les opportunités. En outre, elles devraient également établir un lien entre leurs engagements climatiques en faveur de la neutralité carbone et les impacts sur la nature et la biodiversité, de manière à soutenir les investissements en faveur des objectifs du CMB et des Objectifs de Développement Durable de l'ONU.

INVERSER LA COURBE D'ÉROSION DE LA NATURE

Le 5 juin dernier, nous célébrions le cinquantième de la Journée mondiale de l'environnement. L'occasion de mettre en avant un élément essentiel de la protection de l'environnement et une priorité pour le Groupe BNP Paribas : l'inversion de la perte de la nature. Les dommages ont déjà des conséquences considérables. Les gouvernements, investisseurs et entreprises en sont toutefois de plus en plus conscients et veulent agir.

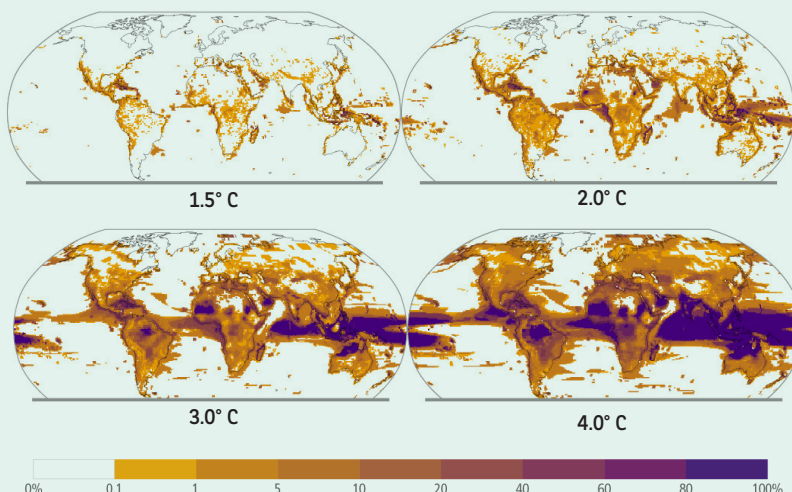
- Lors de la COP15, quelque 200 pays se sont accordés sur un nouveau [cadre mondial pour la biodiversité de Kunming à Montréal](#).
- Les gouvernements se sont engagés à mettre fin aux subventions nuisibles à la nature et à augmenter les dépenses de conservation à 200 milliards de dollars par an.
- Des investisseurs se sont réunis au sein de [Nature Action 100](#) afin d'inciter les entreprises et les politiques à agir pour inverser l'érosion de la nature d'ici 2030.

Ensemble, nous devons nous efforcer de restaurer la nature et de permettre à celle-ci de continuer à nous rendre de précieux services.

Jane Ambachtsheer,
Global Head of Sustainability,
BNP Paribas Asset Management



Impact du changement climatique sur la biodiversité



Source : sixième rapport d'évaluation du GIEC

1 Qu'illustre ce graphique du GIEC ?

Il reprend la part d'espèces animales (oiseaux, mammifères, amphibiens, poissons...) et d'herbiers marins qui seraient potentiellement exposés à des températures critiques pour quatre niveaux de réchauffement climatique.

2 Que pouvons-nous observer ?

Si le réchauffement climatique excédait 2°C, cela exposerait quantité d'espèces animales et herbiers marins à des températures critiques dans le monde. Jusqu'à 100% seraient ainsi menacées à certains endroits, précipitant l'effondrement d'écosystèmes entiers.

SCANNEZ OU CLIQUEZ SUR CE
QR CODE POUR DÉCOUVRIR LE
RAPPORT DE SYNTHÈSE DU GIEC



Enjeux et limites

Remettre la biodiversité au coeur de nos priorités économiques

À l'échelle nationale tout comme internationale, des engagements rassemblent de nombreux acteurs privés.

Le secteur privé prêt à relever le défi de la biodiversité

par **Ines Verleye**,
Experte en biodiversité au SPF Environnement (Belgique) et Cheffe de la délégation belge pour la COP Biodiversité



L'intérêt du secteur privé pour la protection de la biodiversité s'est considérablement accru ces dernières années.

Le [rapport *New Nature Economy*](#) publié par le Forum économique mondial (FEM) en 2020 a constitué un catalyseur essentiel. Il démontrait que la protection et la restauration des écosystèmes naturels peuvent soutenir la croissance économique et engendrer de nouvelles opportunités. Le FEM y insistait aussi sur la dépendance des entreprises aux ressources naturelles et services écosystémiques ainsi que sur leur responsabilité en matière de durabilité. Le secteur privé a ainsi joué un rôle déterminant avant et pendant la conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP15) en décembre 2022. Un engagement qui a permis d'établir l'important Cadre mondial pour la biodiversité. Ce dernier inclut notamment une demande clé du secteur

financier visant à aligner les flux financiers sur les objectifs du Cadre. L'un des objectifs pour 2030 fixé lors de la COP15 est l'obligation pour les grandes entreprises multinationales et les institutions financières de suivre, d'évaluer et de publier leurs risques, dépendances et impacts sur la biodiversité à travers leurs activités, chaînes d'approvisionnement et portefeuilles. Le nouveau groupe de travail sur les informations financières liées à la nature jouera un rôle clé à cet égard. Il fournira un cadre permettant de gérer et de rendre compte des risques évolutifs liés à la nature. Par ailleurs, de nouvelles organisations nationales se développent avec l'ambition de contribuer aux objectifs nationaux, européens et mondiaux en matière de biodiversité. Comme la [Belgian Biodiversity Alliance](#) qui vise à restaurer la biodiversité et à lutter contre son érosion en Belgique et au-delà, et ce, de façon concrète. De telles initiatives incitent le secteur financier à développer des instruments favorisant les investissements en faveur de la biodiversité.

Comment financer la préservation de la nature ?

par **Katerina Trostmann**,
Head of Sustainable Finance
chez BNP Paribas Brésil



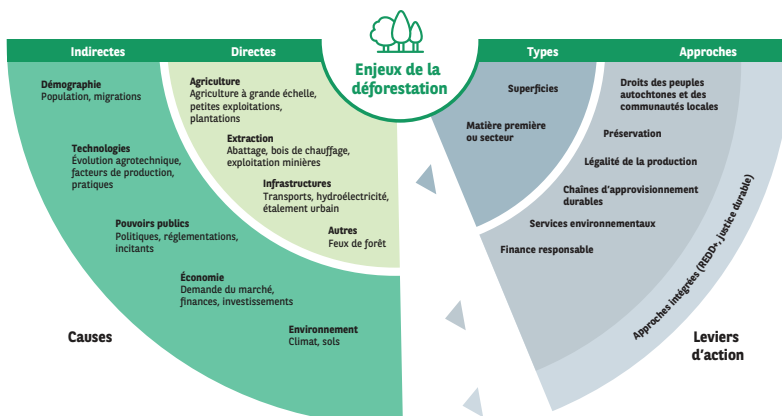
Face au déclin rapide de la biodiversité, des idées novatrices émergent pour financer sa préservation.

La nature est au cœur de nos systèmes économiques et financiers, mais elle est encore sous-financée. Pour atteindre un objectif de neutralité en termes d'impact, de 18 à 26 milliards de dollars devraient être investis chaque année dans la nature brésilienne jusqu'en 2030. Les institutions financières sont de plus en plus conscientes qu'il est nécessaire de valoriser et de financer la nature pour limiter les risques écologiques. Cela implique une gestion efficace des risques, l'identification et le développement de modèles économiques viables, ainsi que l'arrêt du financement des activités économiques qui nuisent à la nature. Concrètement, comment faire ? Cela consiste à lier le montant des intérêts aux indicateurs de performance et objectifs en matière de biodiversité. Par ailleurs, BNP Paribas a débloqué une enveloppe de 200 millions d'euros pour des investissements à impact, dont 55 millions destinés à la protection et à la restauration des écosystèmes marins et terrestres. Les projets soutiennent la transition durable des chaînes d'approvisionnement, comme les initiatives qui aident les agriculteurs à adopter des pratiques régénératrices.

En Amazonie brésilienne, une nouvelle bioéconomie est en train d'émerger : des entreprises innovantes se concentrent sur la valorisation des produits forestiers tels que les noix, le caoutchouc, les huiles et le chocolat, ainsi que sur des technologies microcellulaires plus avancées. Ces initiatives font prendre conscience aux entreprises et aux gouvernements que les forêts ont plus de valeur intactes que lorsqu'elles sont abattues. Elles offrent aussi des solutions à des entreprises souhaitant s'approvisionner en matières premières durables. Ces mécanismes de financement (et bien d'autres) sont essentiels pour préserver la biodiversité unique et précieuse de cette immense région de la planète.

Déforestation : causes et leviers d'action

La déforestation est une préoccupation majeure en matière de biodiversité étant donné que 80% des espèces terrestres vivent dans les forêts. Comme le montre ce graphique, les enjeux sont multiples, allant de l'accès aux matières premières à la protection des populations autochtones.



Source : rapport final du groupe d'étude conjoint NGFS-INSPIRE sur la biodiversité et la stabilité financière

Biodiversité : des cadres réglementaires et volontaires en cours de développement

Alors que la biodiversité s'impose progressivement comme un critère de financement, l'actualité nous rappelle qu'il reste beaucoup à faire d'un point de vue réglementaire.

La TNFD va insérer la biodiversité dans le langage bancaire

par **Sébastien Soleille**,
Responsable Transition
énergétique et environnement
chez BNP Paribas



La publication d'un cadre de référence commun concernant la biodiversité est attendue pour le mois de septembre.

La biodiversité est un sujet très complexe. Il est donc d'autant plus important de disposer d'un cadre commun afin de parler le même langage, de faciliter la traçabilité des informations, de comparer plus facilement les entreprises et de réduire le risque d'écoblanchiment.

Afin de combler ce manque, la *Taskforce on Nature-Related Financial Disclosures* (TNFD), une initiative mondiale, a été créée. Elle a pour objectifs de cartographier les interactions entre les entreprises et la nature, proposer un cadre permettant d'identifier les impacts et les dépendances des entreprises à la biodiversité et gérer les risques et les opportunités associés. BNP Paribas est l'un des 40 membres de ce groupe de travail. La TNFD s'est largement inspirée de ce qui avait fait le succès de la *Task Force on Climate-related Financial Disclosures* (TCFD) tout en introduisant plusieurs éléments spécifiques à la problématique de la biodiversité. Par exemple, la localisation des impacts et les relations avec les populations locales, qui sont des acteurs clés de la biodiversité. La TNFD a publié son dernier rapport provisoire en mars dernier, avec un rapport final attendu pour septembre prochain. Celui-ci servira de base d'engagement pour le secteur financier et devrait permettre de rediriger les flux financiers vers les entreprises et les activités qui contribuent à préserver et restaurer la biodiversité.

L'exploitation minière des océans au cœur de l'actualité

par **Yves Floch**, Expert ESG
Groupe - Océan et Electricité et
Jacky Prudhomme, Expert ESG
Groupe - Mine, RSE Groupe
BNP Paribas

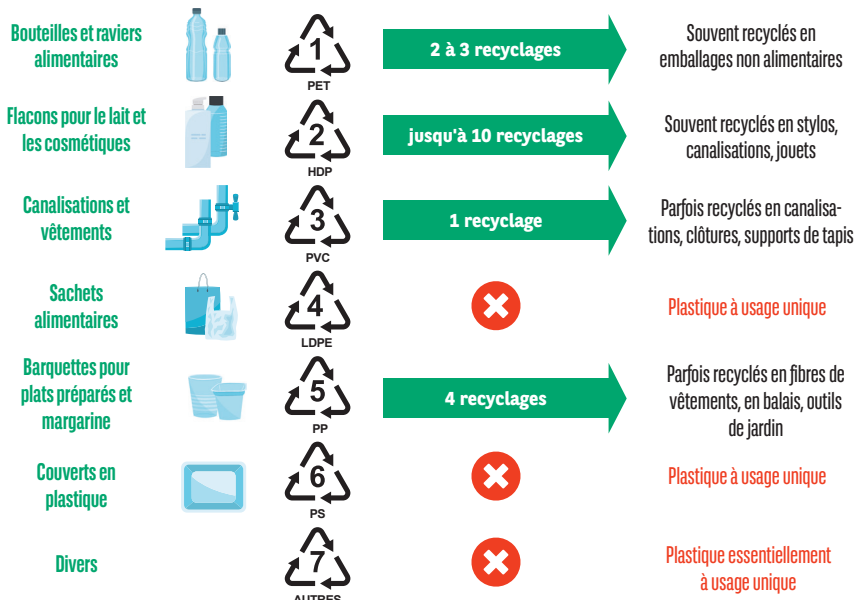


La perspective d'une exploitation minière des fonds océaniques pose beaucoup de questions quant à son impact sur la biodiversité sous-marine.

L'exploitation minière des fonds océaniques ou *deep sea mining* (DSM) consiste à exploiter les dépôts métalliques qui gisent au fond des océans à plus de 2.000 mètres de profondeur. Elle figure en haut de l'agenda de nombreux pays qui veulent sécuriser leur approvisionnement en métaux pour la transition énergétique ou en tirer une source de revenus. Les pro-DSM estiment que l'activité sera moins néfaste au niveau ESG que l'exploitation minière terrestre et laissent entendre que l'impact sur la biodiversité sera minime. Cela repose cependant sur une méconnaissance générale de la biodiversité des grands fonds et sur la sous-estimation des impacts en termes de perturbations du milieu naturel, tant des fonds océaniques que de la colonne d'eau. L'International Seabed Authority (ISA) est sur le point de statuer sur l'autorisation ou non de l'exploitation minière des grands fonds dans les eaux internationales. De nombreuses ONG exigent un moratoire afin de laisser à la science le temps d'inventorier la biodiversité des grands fonds et de modéliser les impacts du DSM. Elles assurent aussi qu'une telle exploitation stopperait les efforts déployés pour promouvoir une économie circulaire et le recyclage des métaux. Le débat actuel sur l'autorisation du DSM dans les eaux internationales ne doit pourtant pas faire oublier que les pays restent souverains dans leurs eaux territoriales et que certains ont déjà prévu d'exploiter leurs réserves minières sous-marines.

Comprendre la typologie européenne des codes de recyclage plastiques

Le recyclage du plastique passe par différentes étapes : collecte, tri, lavage, retraitement. Cette dernière phase peut être mécanique ou chimique. Dans le premier cas, le plastique est broyé pour servir de matière première avec les mêmes propriétés, même s'il perd en qualité à chaque cycle de recyclage. Dans le second cas, des réactions permettent de décomposer le plastique au niveau moléculaire afin de créer de nouvelles substances de base (monomères, polymères) ou même du carburant. Ces procédés sont plus efficaces, mais les obstacles restent nombreux (coût, consommation énergétique, impact environnemental).



Source : Sustainability Unlocked

Les acteurs de la transition

Repenser l'ensemble des secteurs en y intégrant la protection des écosystèmes naturels

Exploitation des ressources, aménagement urbain, recyclage, la protection de la nature concerne directement ou indirectement tous les secteurs d'activité.

La biodiversité, enjeu immobilier dans les villes

par **Catherine Papillon**,
Directrice Développement
durable/RSE chez BNP Paribas
Real Estate et **Veronique
Dham**, Présidente &
Fondatrice de Biodiv'Corp



Des solutions existent pour intégrer la biodiversité dans la construction des nouveaux bâtiments afin de renforcer les trames vertes et bleues.

Incorporer la biodiversité en milieu urbain présente des bénéfices qui ne sont plus à démontrer. La végétalisation des villes contribue à la réduction des îlots de chaleur et à la rétention d'eau, favorise la capture de CO₂ et limite les risques d'inondation, tout en répondant au besoin humain de contact avec la nature, source de bien-être et de cohésion.

Depuis 2018, BNP Paribas Real Estate prend en compte la biodiversité dans les bâtiments

conçus, rénovés, gérés ou occupés. Une des principales causes de perte de biodiversité est la fragmentation des corridors écologiques. On parle également trame verte pour les corridors terrestres et de trame bleue pour les corridors aquatiques. L'objectif est d'intégrer

au mieux le bâti dans ces continuités écologiques en passant par des réseaux d'espaces verts ou des cours d'eau, dessinant les trames verte et bleue des territoires.

Concrètement, ceci passe par l'intégration du vivant dans les projets, par exemple en végétalisant certaines toitures ou façades. Ces éléments constituent des abris pour diverses espèces d'oiseaux et d'insectes qui vont pouvoir y trouver des lieux de

« L'OBJECTIF EST D'INTÉGRER AU MIEUX LE BÂTI DANS LES CONTINUITÉS NATURELLES ET DES RÉSEAUX D'ESPACES VERTS OU DE COURS D'EAU DESSINANT LES TRAMES VERTE ET BLEUE. »

repos, d'alimentation et de reproduction. Plus ces aménagements sont nombreux, plus ils contribuent à enrichir la biodiversité en ville. Un projet comme **Métal 57** (nouveau siège de BNP Paribas Real Estate, ndr) est emblématique de la manière dont on peut

concevoir les immeubles pour renforcer localement la biodiversité, avec notamment l'installation d'un verger, de potagers et d'une zone refuge pour la faune et la flore sur les 3500 m² de toitures.

Le coût de l'intégration de la biodiversité dans les bâtiments neufs n'étant pas forcément excessif, il s'agit principalement d'une question de volonté avec de multiples bénéfices humains et environnementaux.

Concilier usage respectueux de la nature et protection de la biodiversité

par **Elisabeth Hipeau**,
Experte ESG - Biodiversité & Capital
Naturel, RSE Groupe
BNP Paribas



Les pratiques des industries extractives doivent intégrer leur impact sur la biodiversité.

En 2020, l'IPBES (Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services) a identifié le changement d'utilisation des sols et la surexploitation des ressources comme deux des cinq pressions les plus fortes sur la biodiversité. De son côté, le Forum économique mondial (FEM) a classé les industries extractives parmi les trois systèmes socio-économiques mettant le plus en danger les espèces menacées. Les pratiques des entre-

prises actives dans ce domaine doivent donc évoluer. Certaines normes sont en train de faire leur apparition, comme les dix principes de l'International Council on Mining and Metals (ICMM), visant notamment à créer une interdiction de développements sur certains sites répertoriés.

L'Europe a pris de l'avance sur les décisions prises en décembre dernier lors de la COP15 de Montréal, en particulier avec la mise en place du Pacte vert et de la stratégie en faveur de la biodiversité (avec l'objectif de protéger 30% des surfaces terrestres et maritimes). La

« IL EST PRIMORDIAL QUE LES ENTREPRISES EXTRACTIVES INTÈGENT LES ENJEUX DE BIODIVERSITÉ ET DE DURABILITÉ DANS LE PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT ET D'EXPLOITATION DE CES NOUVEAUX GISEMENTS. »

crise énergétique a toutefois poussé certains pays à rouvrir d'anciennes mines, voire à en exploiter de nouvelles.

La contestation publique envers ces mines est forte, comme celle engendrée par le filon de lithium à Tréguennec (Bretagne), en dépit du fait qu'il s'agit du plus gros gisement estimé de ce métal utilisé inten-

sivement dans l'électrification de notre société. Il est par conséquent primordial que les entreprises extractives intègrent les enjeux de biodiversité et de durabilité dans le processus de développement et d'exploitation de ces nouveaux gisements.

Arrêter le financement de la destruction de la biodiversité en allouant ces capitaux à sa préservation

par Andrew W. Mitchell,
Fondateur et Conseiller senior
chez Global Canopy



Les institutions financières doivent cesser de contribuer à la destruction de la biodiversité et réorienter leur support en faveur d'une économie respectueuse du climat et de la nature.

Global Canopy (une organisation à but non lucratif axée sur les données) souhaite changer la donne en ciblant les mécanismes de marché à l'origine de la destruction de la nature. En collaboration avec des partenaires du monde entier, elle identifie et rend accessible les données nécessaires pour sortir de ce statu quo destructeur.

Par exemple, dans le domaine des **financements liés à la nature**, Global Canopy permet aux investisseurs, prêteurs, assureurs, régulateurs financiers et autres acteurs de comprendre et d'atténuer leur impact et leurs dépendances vis-à-vis de la nature - et de saisir l'opportunité d'investir dans des solutions positives pour la nature. Son travail sur le financement lié à la nature s'articule autour de trois projets phares menés en collaboration.

- La **Taskforce on Nature-related Financial Disclosures** (TNFD) : Global Canopy est l'un des quatre partenaires fondateurs de la TNFD. Cette initiative mondiale offre aux organisations un cadre pour le signalement et la gestion des risques liés à la nature, qui sont en constante évolution, afin de réorienter davantage de flux financiers mondiaux vers des projets positifs pour la nature.
- **ENCORE** : cet outil unique cartographie l'impact et les dépendances de différents secteurs économiques par rapport à la nature. Ce qui permet aux institutions financières d'identifier et d'évaluer les risques liés à la nature pour les entreprises qu'elles financent. ENCORE adopte une approche globale d'une gamme étendue et croissante d'impacts et de dépendances, y compris la déforestation et la perte de biodiversité.
- **The Little Book of Investing in Nature** aborde les différentes possibilités de financement de la biodiversité. Il présente plus de 40 mécanismes et 25 études de cas illustrant comment les gouvernements, banques et ONG peuvent soutenir le changement, témoignant du développement récent de l'expertise technique et des travaux visant à évaluer la nature de manière appropriée et à financer sa conservation.

L'industrie textile est fortement challengée sur son impact environnemental

par Chetna Prajapati, PhD FHEA,
chargée de cours sur l'industrie
textile à la Loughborough University
(Royaume Uni)



De nombreux acteurs sont engagés dans la recherche et dans des projets concrets de transition énergétique, d'économie circulaire et de protection de la biodiversité pour leurs processus et leurs produits textiles.

L'industrie textile vise à intégrer les enjeux liés à la protection de la biodiversité dès la conception des vêtements et dans les processus de confection. Les trois domaines d'innovation suivants sont notamment approfondis.

- 1. Réduire la pollution liée aux microfibrilles synthétiques** afin de protéger les espèces aquatiques :
 - utiliser **des fibres écologiques/durables** telles que le coton bio, le chanvre et **la laine écoresponsable** ;
 - **mettre en place des systèmes de filtration** dans les usines de confection afin de retenir et de recycler les microfibrilles textiles synthétiques avant qu'elles se retrouvent dans les eaux usées et ensuite dans les océans ;
 - conseiller aux consommateurs l'utilisation **de sacs de lavage** afin de réduire la dispersion de microfibrilles synthétiques pendant la lessive.
- 2. Diversifier les types de matériaux utilisés durant la confection** et éviter des fibres à base de pétrole. Le **cuir de mycélium** est une alternative durable au cuir traditionnel et au PVC. Concrètement, il est fabriqué à partir de mycélium fongique cultivé sur des déchets agricoles. En adaptant les techniques de traitement, le mycélium peut être transformé en un **matériau ressemblant à du daim**, utilisable pour la confection de vêtements et le recouvrement de mobilier.
- 3. Adopter des méthodes efficaces de coloration des textiles :**
 - recourir à **la technologie à base de CO₂ sans eau** qui nécessite des colorants synthétiques, mais pas d'eau, ni de produit chimique, et ne génère ainsi pas d'eaux usées ;
 - **favoriser l'impression numérique**, qui consiste à imprimer des motifs directement sur le tissu à l'aide d'imprimantes à jet d'encre, ce qui élimine complètement le besoin de teinture et permet de réduire les déchets et la consommation d'eau.

L'industrie textile continuera à s'investir dans l'amélioration de l'efficacité et de la durabilité des méthodes existantes de conception et de finition des textiles. Ce qui devrait avoir de nombreuses répercussions favorables, notamment sur la biodiversité.

Solutions de demain

Les nouvelles technologies au service de la biodiversité

Qu'il s'agisse d'évaluer en détail la biodiversité d'un lieu ou d'accélérer la régénération d'un écosystème, les innovations peuvent faire la différence.

L'innovation au service d'une agriculture responsable

par **Edward Lees**,
Co-CIO Environmental Strategies
chez BNP Paribas Asset Management



Les nouvelles technologies peuvent révolutionner l'agriculture et contribuer à la restauration de la biodiversité.

Le fonds **Ecosystem Restoration** vise à soutenir financièrement ces nouvelles technologies prometteuses. La **fermentation de précision** permet de développer des alternatives aux produits d'origine animale tels que le cuir. Des blancs d'œufs végétaliens sont ainsi déjà commercialisés. L'**agriculture cellulaire** présente un important potentiel si le prix de la culture de cellules clonées en laboratoire peut être réduit. Pour la viande bovine, cette technique permettrait de réduire la taille des troupeaux ainsi que les surfaces et cultures nécessaires à leur élevage. Le thon à nageoires bleues cultivé en laboratoire pourrait réduire la pêche au chalut dans les océans et les dommages collatéraux (prises annexes) qui en découlent. L'**agriculture en intérieur** pourrait permettre de multiplier par 30 le rendement des cultures, sans pesticides ni engrais. Cela favoriserait la biodiversité en réduisant les écoulements nocifs. Elle offre également une certaine forme de résilience grâce à l'environnement contrôlé. Les cultures ne sont ainsi pas exposées aux changements climatiques et à la sécheresse. Les **pesticides à base d'ARN sans danger pour les pollinisateurs** ciblent des organismes spécifiques au lieu de bombarder un champ de poison, ce qui peut tuer de nombreux organismes utiles. Ils sont également sans danger pour l'homme. Les **produits laitiers alternatifs** connaissent une forte croissance. Le lait d'avoine, par exemple, a une empreinte carbone et hydrique beaucoup plus faible que le lait de vache, de soja ou d'amande. Il contribue à réduire la taille des troupeaux de vaches laitières, ce qui limite les émissions de carbone et libère des pâturages pour des utilisations du sol favorables à la biodiversité.

Renforcer et accélérer la régénération de la biodiversité marine

par **Sergio Rossi**, Directeur scientifique chez UGI, et
Marc García-Duran, CEO et fondateur d'UGI



Des « jardins sous-marins » sont créés pour répondre, de manière intelligente et intégrée, aux besoins biologiques spécifiques d'un écosystème endommagé. Ils permettent de régénérer la vie marine et d'étoffer la biodiversité locale.

Underwater Gardens International (UGI) a développé une solution innovante de renforcement de la régénération de la vie marine ainsi que d'adaptation et d'atténuation au changement climatique dans les océans. De plus, elle favorise aussi la croissance socio-économique locale. Pour améliorer la fonction écosystémique des forêts marines (herbiers marins, récifs coralliens, jardins de gorgones...), UGI

applique les dernières méthodes de sylviculture sous-marine. Ce qui permet d'éviter les monocultures, d'améliorer la biodiversité locale, d'augmenter la biomasse marine et d'atténuer l'impact environnemental des activités humaines en facilitant l'immobilisation permanente du carbone. Par ailleurs, cette méthode permet de rentabiliser la nature en renouvelant des destinations balnéaires matures grâce à des parcs régénératifs. Le tourisme contribue ainsi à la restauration de la biodiversité et à la sensibilisation des citoyens aux aspects scientifiques. Le premier parc développé sur l'île de Tenerife y est considéré comme un projet stratégique, structurel et urgent. Afin de continuer et de supporter leur recherche, UGI et BNP Paribas ont alors noué un partenariat stratégique de 3 ans. Le projet jouit également d'une reconnaissance mondiale puisqu'il a été retenu dans le cadre de la Décennie de l'ONU des sciences océaniques et comme initiative prioritaire par la Commission européenne.

Une vision globale grâce à l'analyse de l'ADN environnemental

par **Kat Bruce**,
Fondatrice de NatureMetrics



L'ADNe révolutionne l'analyse de la biodiversité et permet aux entreprises de prendre de meilleures décisions pour la nature.

L'ADN environnemental (ADNe) se focalise sur les minuscules traces de matériel génétique que les organismes laissent dans l'environnement dans le cadre de processus biologiques normaux. NatureMetrics a mis au point une méthode simple permettant à toute personne travaillant sur le terrain de collecter facilement de l'ADNe à partir d'échantillons d'eau, de sédiments et de sol. Ces échantillons sont ensuite traités par **NatureMetrics** dans son laboratoire, où l'ADNe est recoupé avec des bases de données génétiques afin d'identifier l'ensemble des espèces présentes dans les échantillons. En

2020, grâce à cette technologie, l'ONG Fauna & Flora International (FFI), active dans la conservation de la nature, a pu découvrir la présence dans le sud-est du Liberia de l'hippopotame pygmée, espèce extrêmement rare. Cette rareté s'explique par la difficulté de leur identification. En effet, comme ces animaux sont nocturnes et ne vivent pas en troupeaux, il peut être très difficile et coûteux de les détecter à l'aide de méthodes traditionnelles telles que les pièges photographiques ou la recherche de traces. La collecte d'ADNe de seulement 20 échantillons d'eau a permis à FFI de recueillir des données sur la localisation de l'hippopotame pygmée rapidement et à peu de frais, et de prendre les mesures de protection appropriées. L'analyse de l'ADNe offre ainsi une vision globale sur les risques, les opportunités et les évolutions de chaque site. Cette compréhension est fondamentale pour les entreprises et les organisations afin de leur permettre d'appréhender, rendre compte et améliorer leur impact sur la nature.

Concilier activité humaine et nature

Qu'il s'agisse de nouvelles solutions destinées à l'agriculture ou à la protection des espèces dans un environnement construit, nombreuses sont les applications concrètes de protection des écosystèmes.

Agriculture conventionnelle et biodiversité : mariage contre-nature ?

par **Anthony Bugeat**,
Président Directeur Général
d'AXIOMA



AXIOMA propose des solutions pour limiter l'impact sur la biodiversité de l'agriculture conventionnelle.

AXIOMA est une entreprise qui conçoit et développe des solutions de biostimulation destinées aux cultures agricoles. En combinant des actifs naturels, AXIOMA parvient à

renforcer les cultures face aux aléas climatiques (chaleur, sécheresse) responsables de 50% des pertes de rendement. Elle développe également de nouvelles solutions de biocontrôle visant à limiter l'usage de certains intrants (pesticides, herbicides, insecticides) à fort impact négatif sur l'environnement.

De plus, elle porte une attention particulière à la qualité de ses matières premières. Ses extraits végétaux sont issus de prélèvements raisonnés et certifiés pour l'agriculture biologique, afin de garantir la

conservation des milieux naturels. Ses produits portent donc différents labels tels que Solar Impulse pour son effet positif sur la protection de l'environnement.

Par exemple, son biostimulant destiné aux producteurs de céréales est obtenu par un assemblage de plantes telles que la camomille (effets biostimulants) ou l'arnica (effets antioxydants). Ce cocktail permet d'optimiser la physiologie de la plante (meilleur enracinement, stimulation de la photosynthèse), d'améliorer la tolérance au stress et de réduire le besoin en fertilisants.

Des start-ups à impact au service de la nature

par **Hendrik Van Asbroeck**,
Partner chez Astanor Ventures



Astanor Ventures est un fonds ciblant les start-up à impact dans les domaines de l'alimentation et de l'agrotechnologie.

Afin de relever les défis urgents de la lutte contre le changement climatique, de la restauration de la biodiversité et de l'amélioration de la santé des populations, Astanor vise à identifier, soutenir et développer des solutions innovantes et à fort impact pour façonner le système alimentaire de demain. Voici trois des nombreux projets accompagnés qui contribuent directement au renforcement de la biodiversité.

- **Aphea.Bio** développe de nouveaux produits biologiques agricoles efficaces en se concentrant sur les souches microbiennes renforçant l'absorption des nutriments par les plantes (biostimulants) ainsi que sur les souches ayant un effet protecteur contre les maladies (biocontrôle). L'entreprise fournit alors aux agriculteurs des solutions durables aidant à la réduction de l'utilisation d'engrais et de pesticides.
- **Monarch Tractor** est un tracteur entièrement électrique, autonome, compact et relativement léger. Son poids permet de limiter le tassement du sol et préserve ainsi davantage la biodiversité. Il est équipé de caméras latérales qui peuvent être utilisées pour identifier les maladies des plantes à un stade précoce et réduire l'utilisation d'herbicides. Grâce à son faible coût total de possession, il est alors plus rentable de couper les mauvaises herbes avec un Monarch que de pulvériser des herbicides.
- **Notpla** a développé une gamme d'emballages biodégradables à base d'algues pouvant remplacer les plastiques à usage unique. Ils sont réalisés à partir d'algues brunes qui ne viennent pas cannibaliser les ressources de cultures alimentaires, ne nécessitent pas d'eau douce ou d'engrais pour pousser, contribuent activement à la désacidification des océans et capturent naturellement le CO₂.

Un procédé innovant de suivi des espèces animales protégées

par **Julija Luzan**,
Director of Corporate Coverage,
BNP Paribas CIB Pays-Bas



L'opérateur télécom néerlandais KPN s'est associé à Arcadis pour développer un nouveau service de surveillance des espèces animales protégées via l'Internet des objets (IdO).

Environ 1,5 million de logements locatifs doivent être rénovés d'ici 2030 aux Pays-Bas. Dans ce cadre, il est indispensable de veiller à ce que les espèces animales protégées, comme les chauves-souris ou martinets, aient un endroit où vivre après la rénovation ou reconstruction.

La collaboration entre KPN et la société de conseil Arcadis a débouché sur la création d'un détecteur de faune. Des capteurs placés dans des nichoirs à oiseaux et à chauves-souris surveillent tous les mouvements des animaux 24 heures sur 24. Grâce à la connexion au réseau IdO à longue portée et faible puissance (LoRa) de KPN couvrant l'ensemble du pays, toutes les données sont disponibles en ligne. Une telle innovation permet d'accélérer les projets de construction et de rénovation tout en garantissant la protection des espèces animales établies.

Le détecteur de faune a bénéficié d'une large couverture médiatique nationale. À ce jour, il a été utilisé dans le cadre de plusieurs projets aux Pays-Bas, et d'autres pays européens se montrent intéressés. Ce bel exemple d'innovation utile et commercialement viable complète les objectifs concrets de l'entreprise en matière de biodiversité.

Pour aller plus loin

La mobilisation des entreprises s'accélère

L'un des principaux enjeux de la restauration de la biodiversité est de parvenir à mesurer et réduire l'impact des entreprises.

Inciter les entreprises à être plus ambitieuses dans la préservation de la biodiversité

par **Adam Kanzer**,
Head of Stewardship -
Amérique chez BNP Paribas
Asset Management



L'initiative mondiale d'investisseurs Nature Action 100 vise à engager les entreprises dans la lutte contre la destruction de la nature et le déclin de la biodiversité.

Le rôle crucial des écosystèmes naturels étant de plus en plus évident, il est urgent que les marchés financiers ainsi les entreprises agricoles et industrielles agissent face à la destruction de la nature. L'initiative [Nature Action 100](#) a été lancée par un groupe de 11 investisseurs institutionnels, dont BNP Paribas Asset Management. L'objectif est d'impliquer les entreprises de secteurs systémiques dans la protection de la nature et la restauration de la biodiversité d'ici 2030. Les investisseurs veilleront à ce que ces entreprises prennent les mesures nécessaires. Dans un premier temps, l'accent sera mis sur les secteurs dont l'impact et la dépendance vis-à-vis de la nature sont les plus importants. En détail, l'initiative visera à :

- cartographier les filières sectorielles et identifier une liste de 100 entreprises cibles ;
- soutenir l'engagement des équipes d'investisseurs auprès des dirigeants et administrateurs des entreprises ;
- identifier les actions à entreprendre par les entreprises pour protéger et restaurer la nature ;
- suivre les progrès des entreprises cibles par rapport aux indicateurs clés et fournir des mises à jour annuelles ;
- soutenir les efforts de sensibilisation des investisseurs et des entreprises auprès des décideurs politiques concernés.

L'empreinte biodiversité va devenir un outil d'allocation

par **Robert-Alexandre Poujade**,
Analyste ESG, responsable
thématique biodiversité chez
BNP Paribas Asset Management



Les mesures d'impact sur la biodiversité sont appelées à se développer et à être intégrées dans les processus d'investissement.

L'utilisation de données liées à la biodiversité dans l'analyse ESG présente encore de nombreux défis. La disponibilité de données fiables sur les dépendances et impacts de l'ensemble de la chaîne de valeur d'une entreprise demeure notamment problématique. Cartographier l'impact d'une entreprise sur la biodiversité revient à jouer aux poupées russes : on découvre pièce après pièce qu'il est difficile d'établir un lien de cause à effet entre l'activité d'une entreprise et son impact. En particulier pour les entreprises dont la majeure partie de l'impact sur la biodiversité a lieu très en amont de la chaîne de valeur. Dans ce domaine, nous avons établi un partenariat avec [Iceberg Data Lab](#), qui utilise des données publiées et des estimations pour calculer l'empreinte biodiversité de milliers d'entreprises. Nous réfléchissons actuellement à intégrer ces données dans la note ESG octroyée aux entreprises en portefeuille, afin de permettre aux investisseurs d'allouer leurs capitaux vers des entreprises plus respectueuses de la nature. Ces données permettent également à la société de gestion de pouvoir calculer son empreinte sur la biodiversité (reporting réglementaire en France) et lancer des produits spécifiques sur cette thématique.

Intégrer l'impact des crédits carbone sur la biodiversité

par **Guillaume Poupy**,
Expert ESG Groupe - Transition
énergétique et Climat, RSE Groupe
BNP Paribas



Réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre est nécessaire, mais n'est pas suffisant pour atteindre la neutralité carbone. Pour ce faire, il est indispensable de capter du carbone dans l'atmosphère. À cet effet, les solutions fondées sur la nature offrent le potentiel le plus important, notamment les

projets d'afforestation ou de reforestation. Ces projets, en partie financés par la vente de crédits carbone à des entreprises s'engageant en faveur de la neutralité carbone, ont par essence un impact sur les écosystèmes naturels. Il peut se révéler positif, par la protection ou la régénération d'espaces naturels, ou au contraire, négatif, par exemple dans le cas d'une plantation forestière monospécifique pauvre en biodiversité. Il est évident que la lutte contre le changement climatique ne doit pas se faire aux

dépens de la biodiversité. BNP Paribas a ainsi affirmé dans sa récente position sur les crédits carbone volontaires qu'il n'aurait pas recours à des crédits carbone à impact négatif important sur la biodiversité.

SCANNEZ OU CLIQUEZ SUR CE
QR CODE POUR DÉCOUVRIR LA
POSITION DE BNP PARIBAS SUR LES
CRÉDITS CARBONE VOLONTAIRES



Exclusion de responsabilité - Cette publication a été réalisée par BNP Paribas à titre informatif uniquement. Les opinions exprimées sont des points de vue personnels et BNP Paribas ne peut être tenu pour responsable de toute conséquence résultant de leur utilisation. Bien que les informations aient été obtenues de sources que BNP Paribas considère comme fiables, elles n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. Les informations et opinions fournies ne constituent pas une recommandation, une sollicitation ou une offre de BNP Paribas ou de ses partenaires, et ne doivent pas être considérées comme un conseil en matière d'investissement, de fiscalité, de droit, de comptabilité ou autres.

© BNP PARIBAS. Tous droits réservés.

Pour toute question ou feedback, merci de contacter group.nest@bnpparibas.com.

